

Les vertus du low cost aérien

Les compagnies à bas coût stimulent croissance et emploi sans abaisser la qualité du service.

Le 14 février prochain, les amoureux pourront s'envoler à destination de Kuala Lumpur pour seulement 99 euros. C'est [la promesse d'Air Asia X, compagnie low cost qui s'installe à Paris](#). Son modèle économique est simple: un seul type d'appareil, une utilisation intensive des avions (18 heures par jour) et la facturation de tous les services (bagages, alimentation à bord...etc.).

Ce nouveau coup d'éclat des transporteurs aériens à bas coût fait à nouveau trembler les opérateurs historiques. Pour autant, cette concurrence est-elle, d'une manière globale, néfaste?

Emmanuel Combe, professeur d'économie à Paris I et à l'ESCP, répond par la négative. Selon lui, les opérateurs low cost permettent de faire baisser les prix sans pour autant altérer la qualité des services ou la situation de l'emploi. Cette concurrence serait même bénéfique au-delà du seul secteur aérien.

Depuis l'arrivée des low cost sur le marché, les compagnies historiques ont baissé leurs prix de 30% sur les lignes jadis en situation de monopole. Le pouvoir d'achat des voyageurs augmente donc en conséquence, et cette tendance profite à ceux qui n'utilisent pas Ryanair ou Easyjet.

Sur le front de l'emploi, si les opérateurs à bas coût détruisent des postes chez les opérateurs historiques, ils en créent davantage, notamment de manière indirecte dans l'hôtellerie ou la restauration des destinations nouvellement desservies.

De plus, en privilégiant le nécessaire à l'accessoire, les compagnies low cost n'abaissent pas la qualité fondamentale du service aérien. Elles ne transigent pas avec ce qui n'est pas, pour les consommateurs, négociable ; à savoir: la sécurité et la ponctualité.

Emmanuel Combe estime finalement que les low cost sont davantage une opportunité qu'une menace pour les opérateurs historiques. Ceux-ci doivent répondre à cette concurrence en s'adaptant, en innovant et en créant, pourquoi pas, leur propre branche à bas coût. L'Etat, pour sa part, doit rassurer sur le respect du droit du travail et du droit des consommateurs. Il pourrait également ouvrir davantage de secteurs aux low cost: tout le monde en sortirait gagnant.